

13 octobre 1999, Ottawa

Allocution à l'occasion de l'arrivée d'un nouveau millénaire

Monsieur le président,

Je tiens tout d'abord à féliciter l'honorable député de Windsor–St. Clair pour son allocution à titre de motionnaire de l'adresse en réponse au discours du Trône, ainsi que l'honorable députée de Laval–Ouest pour son allocution à titre de second motionnaire. L'un et l'autre sont promis à un bel avenir dans cette chambre.

Au nom de l'ensemble des députés, j'aimerais adresser nos félicitations à Son Excellence à la suite de son entrée en fonction comme Gouverneure générale. Nous lui offrons nos meilleurs vœux. Monsieur le président, au cours des 100 dernières années, notre pays a été bâti et enrichi par des gens du monde entier qui sont arrivés sur nos côtes, ont assuré leur avenir et celui de leurs enfants et ont fait du Canada le pays extraordinaire que nous connaissons. Au début de notre siècle, les immigrants d'outre-mer venaient presque exclusivement de l'Europe.

Selon de nombreuses prévisions, le siècle qui approche sera celui du Pacifique. Il est donc tout à fait approprié que la femme remarquable qui occupe la plus haute fonction au pays soit une immigrante originaire du Pacifique. Née en Chine, elle était toute petite quand sa famille s'est réfugiée au Canada. Par la suite, elle a marqué le paysage culturel de son pays d'adoption. Il y a 100 ans, Monsieur le président, qui aurait prédit qu'une immigrante d'origine chinoise deviendrait un jour Gouverneure générale du Canada?

Monsieur le président, c'est avec une très grande fierté que j'affirme que nous avons fait vraiment beaucoup de chemin dans ce merveilleux pays. Nous sommes à 75 jours du tournant du siècle. Ce siècle qui s'achève, Laurier avait affirmé qu'il serait celui du Canada. Le moment me paraît bien choisi de nous arrêter et de réfléchir au chemin parcouru, à ce que nous avons accompli ensemble et aux raisons que nous avons d'aborder le prochain siècle avec autant d'assurance, autant d'espoir et autant d'optimisme. On a déjà dit que le Canada représente le triomphe de la volonté sur la géographie et l'économie. Et quel triomphe mes amis. Il aurait été facile pour une petite population dispersée sur toute l'étendue d'un vaste continent de succomber aux forces de la « destinée manifeste ». Mais nous n'avons pas succombé. Nous avons grandi et prospéré. Il aurait été facile pour une petite population francophone regroupée sur les rives du Saint-Laurent de succomber aux forces du creuset anglophone nord-américain. Mais nous n'avons pas succombé. Nous avons grandi et prospéré. Il aurait été facile pour nos premiers citoyens, les peuples autochtones, de succomber aux forces de l'assimilation. Mais ils n'ont pas succombé. Et une nouvelle relation grandit et prospère.

Monsieur le président, au cours d'un siècle de tyrannie, les Canadiens ont sacrifié leur vie dans des pays lointains afin que d'autres puissent vivre en liberté. Au cours d'un siècle d'intolérance, le Canada est devenu un flambeau de la liberté. Au cours d'un siècle de dictatures brutales, le Canada est devenu une démocratie pluraliste avancée. Au cours d'un siècle marqué par les pires excès du nationalisme, le Canada est devenu une société postnationale multiculturelle. Au cours d'un siècle d'atteintes aux droits de la personne, le

Canada s'est donné une Charte des droits et libertés. Au cours d'un siècle caractérisé par un fossé grandissant entre riches et pauvres, le Canada s'est doté d'un vaste filet de sécurité sociale. Il n'est donc pas étonnant, Monsieur le président, si, à son arrivée au Canada il y a quelques mois, un réfugié kosovar a déclaré : « Quel merveilleux pays. On vous traite en être humain comme les autres. En peu de temps, vous pouvez jouir des mêmes droits que tout le monde. C'est comme passer de l'enfer au paradis. »

Au cours d'un siècle de grands progrès économiques, de la petite société agraire qu'il était, le Canada est devenu l'un des sept grands pays industrialisés. Au cours d'un siècle d'entrepreneuriat et d'innovation, le Canada a été à l'avant-garde dans les domaines des communications, des transports, des sciences forestières et de l'agriculture. De la découverte de l'insuline à l'exploration des confins de l'espace, les Canadiens font sans cesse reculer les frontières de la connaissance.

Au cours d'un siècle voué à l'éducation, le Canada est devenu le seul grand pays au monde dont toutes les écoles sont branchées à l'Internet – de la plus grande école secondaire de Toronto à la plus petite d'une seule classe de trois élèves dans l'île Pictou, en Nouvelle-Écosse. Au cours d'un siècle où la création artistique a connu une expansion sans précédent, les Canadiens occupent une place d'honneur – de Morley Callaghan, à Gabrielle Roy et Antonine Maillet, et d'Oscar Peterson, à Gordon Lightfoot et Susan Aglukark, de Céline Dion à Atom Egoyan et Denys Arcand en passant par Margo Kane. Et de nouveaux talents émergent tous les jours.

Nous, les Canadiens, avons prouvé que nous sommes un peuple d'une grande détermination. Nous avons fait les choses d'une manière bien canadienne, suivant un modèle bien canadien. Chez nous les différentes cultures peuvent s'épanouir ensemble. La diversité est valorisée. Un partenariat s'est établi entre les citoyens et l'État. Ici, nous avons réalisé un équilibre entre, d'une part, la liberté individuelle et la prospérité économique et, d'autre part, la répartition des risques et des bénéfices. Ici, il est convenu que le gouvernement peut constituer un instrument d'action collective, c'est-à-dire un moyen de servir l'intérêt général. Et le monde entier l'a remarqué.

Le Président Chirac l'a très bien exprimé le mois dernier à Moncton, quand il a parlé de : « ce Canada, qui recherche et invente les règles d'un savoir-vivre ensemble pacifique et tolérant! Ce Canada, terre des premières nations, des francophones, des anglophones, qui offre l'exemple de la diversité culturelle et linguistique assumée et valorisée. » Le monde entier apprécie ce que nous avons accompli. Il veut nous voir réussir. D'ailleurs, nous avons réussi et nous continuerons de réussir. Nous miserons sur nos forces. Nous prendrons des mesures audacieuses et tournées vers l'avenir. La manière canadienne sera un modèle – elle sera la norme dont le monde entier s'inspirera.

Monsieur le président, nous savons tous que certains de nos concitoyens voudraient juger du succès des pays uniquement d'après le critère de l'argent qu'ils pourraient y gagner. Or, il est ironique que bon nombre de ceux qui jugent sévèrement notre politique économique ont, en fait, gagné beaucoup d'argent au Canada. Mais ce n'est certainement pas le seul critère du succès. Et cela ne doit pas non plus être le seul critère d'un gouvernement.

Gagner de l'argent n'est pas la seule chose qui compte dans la vie. Il se peut que d'autres

pays soient de meilleurs endroits pour ceux qui sont déjà très à l'aise. Je n'en suis pas sûr, mais c'est possible. Mais si j'ai à choisir entre des décisions qui vont améliorer la qualité de vie pour la classe moyenne et pour les plus démunis, et des décisions favorables à ceux qui sont déjà très fortunés, je sais ce que je choisis. Je sais ce que notre gouvernement choisit. Et je sais ce que les Canadiens choisissent.

Nous choisissons la manière canadienne. Oui, nous avons toutes les raisons d'être fiers de ce que nous avons accompli. Oui, nous avons toutes les raisons d'envisager l'avenir avec espoir, avec confiance et avec optimisme. Mais cela ne veut pas dire que tout va pour le mieux pour tout le monde au Canada. Cela ne veut pas dire que tout va comme il se doit pour tout le monde. Il ne faut surtout pas se contenter des progrès réalisés jusqu'ici. Il faut se retrousser les manches, voir ce qui reste à faire et redoubler d'efforts ensemble.

Nous avons beaucoup de pain sur la planche – pas seulement au cours de cette législature, mais au cours de la suivante aussi. Cependant, je suis convaincu que, forts de l'enseignement du passé, d'une vision audacieuse et du courage d'agir, nous saurons rendre ce pays qui est clairement le meilleur au monde encore meilleur, pour tous. Notre vision du Canada du 21^e siècle est claire. Une société vouée à l'excellence et déterminée à réussir. Un pays fort et uni. Une économie dynamique. Une population apte à créer et à innover. Une société caractérisée par la diversité et la cohésion. Où la prospérité, plutôt que de profiter seulement à quelques-uns, est partagée par le plus grand nombre. Où chaque enfant est assuré d'un bon départ dans la vie. Où les jeunes ont la possibilité de s'épanouir et de réaliser leur potentiel dans le domaine de leur choix. Où les citoyens ont accès aux connaissances et aux compétences dont ils ont besoin pour exceller. Où les citoyens – quel que soit leur revenu – reçoivent des soins de santé de qualité.

Où les familles vivent en sécurité dans un milieu sain. Où nous travaillons de concert avec d'autres pays à promouvoir la paix, la diversité culturelle et les bienfaits de la nouvelle économie mondialisée pour l'humanité. Un pays – le Canada – qui soit le pays par excellence au 21^e siècle. Le pays où les gens veulent s'établir pour apprendre, saisir des occasions, fonder une famille, profiter des beautés de la nature, explorer de nouveaux horizons, connaître une qualité de vie inégalée. Un Canada qui soit un leader et un modèle dont le monde entier puisse s'inspirer.

Aujourd'hui, Monsieur le président, j'aimerais exposer une stratégie globale qui permet aux Canadiens et à leurs gouvernements de travailler ensemble à concrétiser cette vision. Une stratégie globale conçue pour nous placer à l'avant-garde de l'économie du savoir et pour promouvoir nos intérêts et projeter nos valeurs dans le monde. Une stratégie globale qui touche l'économie, la politique sociale et l'environnement. Une stratégie pour faire du Canada un modèle d'excellence au 21^e siècle. À l'ère de l'économie mondialisée axée sur le savoir du 21^e siècle, le rôle de l'État n'est plus ce qu'il était dans le passé. Le rôle d'un gouvernement national de nos jours est d'anticiper les besoins de demain. Il consiste à mettre l'accent sur les secteurs où il peut avoir un impact réel. Son rôle est parfois d'agir directement; parfois en partenariat; parfois de fournir un cadre d'action au secteur privé; et parfois simplement de donner l'exemple.

Monsieur le président, nous ne pouvons pas tout faire. Mais ce que le gouvernement national fait doit être bien fait. Notre action doit être judicieuse. Nous devons fixer des objectifs

ambitieux et concrets, puis travailler avec les Canadiens en vue de les atteindre. C'est cela le leadership. Et c'est pourquoi le gouvernement énonce à la fois des objectifs sur cinq ans et des mesures concrètes qui seront prises au cours des deux prochaines années en vue de les réaliser.

Monsieur le président, d'abord et avant tout, une économie vigoureuse est le fondement indispensable de tout ce que nous voulons accomplir. Le gouvernement s'est donné une stratégie économique globale bien définie pour faire du Canada un chef de file mondial au cours du prochain siècle. Quand nous avons formé le gouvernement il y a six ans, nous avons un plan pour mettre de l'ordre dans les finances publiques; réduire les impôts; promouvoir le commerce et les investissements; améliorer le climat d'affaires; augmenter la productivité; assurer la viabilité à long terme de notre régime public de pensions et de notre réseau public de services de santé; investir dans le savoir, les enfants et la santé. Ce plan, nous l'avons suivi à la lettre. Il donne de bons résultats, et nous allons continuer de le suivre.

Nous sommes maintenant bien placés pour passer à la prochaine étape en établissant de nouveaux objectifs ambitieux pour les cinq prochaines années. Il nous faudra élaborer une vision commune si nous voulons que le Canada affronte avec succès la concurrence mondiale au 21^e siècle. Qu'on le veuille ou non, la mondialisation de l'économie est un phénomène irréversible qu'un pays comme le nôtre n'a d'ailleurs pas à craindre. Il doit plutôt y voir une occasion de créer une prospérité accrue pour un plus grand nombre de Canadiens. À la manière canadienne. Il faudra penser en termes mondiaux. Il faudra imposer, au Canada et à l'étranger, l'image d'une économie dynamique axée sur des savoirs spécialisés. Et il faudra le faire plus vite que nos concurrents mondiaux, car le succès ira au plus rapide!

Mais pour faire concurrence à armes égales, il nous fallait d'abord assainir nos finances publiques. Même le chef du NPD conviendra qu'une saine gestion des finances publiques est au cœur de tout le reste. L'atteinte de l'équilibre budgétaire n'a pas été une tâche facile. Elle a nécessité des décisions difficiles et beaucoup de discipline. Mais nous avons réussi. Les Canadiens ont réussi – au-delà de toutes les attentes. Et je suis persuadé que nous dépasserons encore une fois tous les espoirs.

Monsieur le président, l'époque de l'endettement croissant et des lourds déficits est bel et bien révolue. Le budget sera équilibré chaque année d'ici la fin de cette législature et au-delà. On n'avait pas vu cela depuis des générations. Année après année, au lieu d'alourdir la dette nationale, nous allons la rembourser. Le ratio de la dette au PIB va ainsi diminuer progressivement. L'économie enregistre une croissance forte et durable. Le Forum économique mondial classe le climat d'affaires au Canada au troisième rang mondial. Pour la première fois depuis plus de dix ans, nous avons connu douze mois consécutifs de croissance économique. Nous nous attendons à ce que la croissance se poursuive de plus belle cette année, l'an prochain et l'année d'après.

L'inflation et les taux d'intérêt sont faibles. Nos exportations sont en hausse. Les revenus personnels progressent de nouveau. Le chômage régresse. L'économie a créé 1 700 000 d'emplois depuis notre arrivée au gouvernement. Et la croissance de l'emploi restera forte. Les Canadiens se sentent plus optimistes au sujet de l'économie et de leurs propres perspectives qu'ils ne l'ont été depuis très, très longtemps. Le chômage est à son plus bas niveau depuis près de 10 ans. À l'heure actuelle, les Canadiens travaillent en plus grand

nombre qu'à tout autre moment de notre histoire. Le pays est engagé sur la bonne voie. Nous sommes en très bonne position pour être un chef de file mondial dans la nouvelle économie.

Monsieur le président, beaucoup de gens ont contribué au succès économique des six dernières années. Mais le mérite en revient surtout au ministre des Finances. Je tiens à lui exprimer ma reconnaissance personnelle à titre de premier ministre, ainsi que la reconnaissance de ses collègues du groupe libéral et du Cabinet, et celle de tous les Canadiens. Ayant redressé les finances publiques, l'économie étant vigoureuse et en pleine croissance, nous pouvons passer résolument à la mise en œuvre de notre stratégie économique. Afin de renforcer le tissu économique et social du Canada et de relever les défis d'un nouveau siècle.

Le gouvernement, le premier ministre, le ministre des Finances et le Parti libéral ont la ferme intention de continuer à réduire les impôts à mesure que les finances nationales s'amélioreront. Mais les baisses d'impôt ne sont pas une fin en soi. Elles forment un élément essentiel d'une stratégie économique en faveur de la création d'emplois, de la croissance, de la progression des revenus et de l'amélioration de la qualité de vie. Nous avons commencé à accorder des baisses d'impôt ciblées avant même d'atteindre l'équilibre budgétaire. Par la suite, le ministre des Finances a diminué les impôts de manière générale. Les budgets de 1998 et de 1999 contiennent des baisses d'impôt cumulatives de 16 500 000 000 \$ sur trois ans. Pour ne donner qu'un exemple de l'effet de ces budgets, une famille ayant deux enfants où les parents gagnent 60 000 \$ par année paiera 620 \$ de moins en impôt fédéral, soit une baisse d'environ 10 pour cent, et 275 \$ de moins en cotisations d'assurance-emploi, soit une baisse de 20 pour cent, ce qui représente une économie de près de 900 \$ par année.

C'est un bon début. Mais ce n'est qu'un début. Nous allons bonifier ces mesures, d'une manière responsable et durable, année après année. Au fur et à mesure que la santé financière de la nation se rétablira, nous réduirons les impôts davantage au cours des années à venir. Dans le prochain budget, le ministre des Finances annoncera une stratégie pluriannuelle de réduction du fardeau fiscal dont l'objet sera d'augmenter le revenu net des familles canadiennes, et de permettre aux entreprises canadiennes d'être encore plus concurrentielles dans l'économie du savoir mondialisée. Cependant, les baisses d'impôt ne sont qu'une partie de l'équation.

De nos jours, le succès dans l'économie mondialisée dépend de nos talents, de notre faculté d'apprendre, de nous adapter rapidement aux nouvelles possibilités, d'innover et de faire des découvertes. Une stratégie économique globale et équilibrée nécessite des investissements – publics et privés – dans nos enfants, dans l'acquisition du savoir, dans la créativité et l'innovation, dans la santé et dans l'environnement. Il faut aussi se réserver une marge de manœuvre pour faire face à des situations d'urgence comme les problèmes actuels des agriculteurs dans l'Ouest du Canada.

Notre gouvernement s'est engagé au début de ce mandat à consacrer la moitié de tout surplus à réduire l'impôt et la dette et l'autre moitié à des investissements de nature économique et sociale qui rehausseront notre qualité de vie à long terme. Le consensus grandissant – un consensus canadien – confirme que c'est la bonne approche, que cette approche équilibrée est conforme à la manière canadienne de faire les choses. Le NPD – ou du moins certains de ses membres – est d'accord. Au mois d'août, à Québec, les premiers

ministres conservateurs de la région de l'Atlantique et de l'Ouest ont abondé dans le même sens. Lucien Bouchard aussi. Quant au premier ministre Harris, il cite le Livre Rouge : ça c'est le vrai bon sens!

Monsieur le président, la stratégie globale par laquelle nous préparons le Canada à repousser les limites de sa réussite au 21^e siècle met l'accent sur les enfants, le savoir, la jeunesse, la santé et l'environnement. Pourquoi? C'est bien simple : parce que c'est la clé du succès d'une économie axée sur le savoir au 21^e siècle. Il faut commencer par les enfants du Canada. Si nous voulons assurer le meilleur avenir possible à notre pays, nous devons donner à tous nos enfants le meilleur départ possible dans la vie.

Au cours des six dernières années, nous avons commencé à préparer le terrain. Le gouvernement a mis sur pied le Programme canadien de nutrition prénatale, l'Initiative d'aide préscolaire aux Autochtones et la Subvention canadienne pour l'épargne-études. Il a accru les déductions pour frais de garde d'enfants et la Prestation nationale pour enfants à l'intention des familles à revenu faible ou modeste. Les pensions alimentaires pour enfants ont été exonérées d'impôt.

Nous avons fait des progrès. Nous avons les moyens et le devoir de faire encore mieux. Notre plan pour les deux à cinq prochaines années englobe, premièrement, un congé de maternité et un congé parental enrichis. Deuxièmement, un accord fédéral-provincial sur le soutien à l'épanouissement des jeunes enfants. Troisièmement, l'augmentation du revenu net d'impôt des familles. Quatrièmement, un milieu de travail qui tient davantage compte des besoins des familles.

Cinquièmement, la modernisation du droit de la famille. Sixièmement, la troisième injection majeure de fonds dans la Prestation nationale pour enfants. Septièmement, la promotion de l'apprentissage par le biais d'un Rescol élargi. Un soutien réel aux familles du Canada, à la manière canadienne. J'aimerais décrire plus en détail trois aspects de notre stratégie. Les études scientifiques ont amplement démontré que les années de la petite enfance sont la clé d'un développement sain à long terme. Rien n'est plus important que de pouvoir passer le plus de temps possible avec son nouveau-né durant la période critique que sont les premiers mois après la naissance.

Par conséquent, je suis fier d'annoncer aujourd'hui que le gouvernement présentera au cours des prochains mois un projet de loi visant à prolonger les prestations de maternité et les prestations parentales dans le cadre du régime d'assurance-emploi. Le congé maximum passera de six mois à une année complète. Les modalités du programme seront assouplies pour mieux répondre aux besoins différents des familles. De plus, les prestations seront plus accessibles, de sorte qu'un plus grand nombre de parents pourront en bénéficier. Ces changements entreront en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2001.

Monsieur le président, en partenariat avec les provinces, nous avons commencé à mettre en place le Programme d'action national pour les enfants, afin d'améliorer le soutien aux familles et aux enfants. Je crois qu'il faudrait accélérer ce travail. Les premiers ministres des provinces sont du même avis. Il nous faut passer le plus vite possible de la parole aux actes. Aujourd'hui, je lance un défi à l'ensemble des gouvernements : celui de mettre en place, d'ici décembre 2000, une entente conforme à l'entente-cadre sur l'union sociale, afin d'accroître

les services de soutien communautaire à l'épanouissement des jeunes enfants. Cette entente porterait sur les principes et les objectifs, sur l'évaluation des résultats et sur les comptes à rendre aux Canadiens. Elle serait assortie d'un calendrier de cinq ans qui verrait le gouvernement fédéral et les provinces augmenter le financement des programmes dans ce domaine en vue d'atteindre nos objectifs communs.

Monsieur le président, nous avons démontré depuis trois ans que les gouvernements fédéral et provinciaux peuvent travailler ensemble pour aider les familles ayant des enfants. Qu'ils peuvent passer à l'action pour fournir aux enfants ce qu'il faut pour grandir en santé, profiter de leur instruction et devenir des membres productifs de la société. La Prestation nationale pour enfants est un exemple remarquable de collaboration fédérale-provinciale. Nous devons maintenant continuer de nous rapprocher de notre objectif, et faire en sorte que les parents n'aient plus à choisir entre un emploi et une assistance pour leurs enfants.

Nous effectuerons notre troisième investissement majeur dans la Prestation nationale pour enfants, à l'intention des familles à faible revenu qui ont des enfants, d'ici au 1er juillet 2001. De plus, nous demanderons aux provinces, qui ont toutes réclamé une telle contribution fédérale supplémentaire, de la compléter par des investissements accrus de leur part dans le développement de la petite enfance. Monsieur le président, il y a longtemps, les Canadiens et leurs gouvernements – les gouvernements libéraux, soit dit en passant, de mes prédécesseurs MM. Pearson et Trudeau – se sont engagés à poursuivre un objectif audacieux et admirable. Il ne fallait pas, dans un pays aussi prospère que le nôtre, qu'une personne âgée soit privée de la sécurité d'un revenu et de la dignité qu'il procure.

Nous n'avons pas édifié notre régime de sécurité de la vieillesse et de pensions publiques du jour au lendemain. Mais nous avons concentré nos efforts, et, de façon générale, nous avons réussi. Je vous propose aujourd'hui de prendre un autre engagement ambitieux. Cette fois, engageons-nous à prendre les mesures nécessaires comme pays, c'est-à-dire tous les gouvernements en partenariat avec les collectivités et le secteur bénévole – pour donner à tous les enfants du Canada le meilleur départ possible dans la vie.

Dans quel monde vont vivre ces enfants? Nous pouvons déjà en percevoir les contours. Nous voyons également ce qu'il leur faudra pour réussir. Monsieur le président, nous entrons dans un nouveau siècle à une époque de changements d'une ampleur et d'une rapidité sans précédent. C'est un Canadien, Marshall McLuhan, qui a créé l'expression « village global ». Aujourd'hui, nous vivons dans ce village, et il est assurément très branché. L'autoroute de l'information révolutionne le monde des affaires, l'administration, la société et la participation des citoyens. Nous sommes engagés dans une course mondiale où il est essentiel de posséder une vision nationale. Où les partenariats sont indispensables. Où les gouvernements fournissent la charpente, mais où le secteur privé réalise les travaux. Où il faut penser en termes mondiaux. Et où la victoire va au plus rapide.

Notre niveau de vie et notre qualité de vie seront directement liés au succès avec lequel nous favoriserons l'avancement des connaissances, l'innovation et la faculté d'adaptation ainsi que la promotion des études et de l'expression culturelle. Nos chercheurs ne se font plus concurrence entre eux; ils sont en compétition avec le monde entier. Nos entreprises n'affrontent plus une concurrence locale, mais internationale. La mondialisation et la technologie sont la nouvelle donne du marché. Et les implications de ces phénomènes au

plan de la politique publique sont énormes. Pour tirer le meilleur parti de la nouvelle économie axée sur le savoir, il faut se donner une stratégie globale et ambitieuse. Nous avons commencé il y a six ans : Nous assurons l'accès à l'apprentissage au moyen des Bourses d'études du millénaire, dont les 100 000 premières seront décernées le 1^{er} janvier prochain. Au moyen, aussi, des Subventions canadiennes pour l'épargne-études, de la possibilité de déduire les intérêts sur les prêts d'études et d'utiliser les fonds dans un RÉER pour suivre une formation.

Nous avons favorisé la modernisation de l'infrastructure des universités et des laboratoires par la mise sur pied de la Fondation canadienne pour l'innovation, et la modernisation de l'infrastructure des communications des écoles par le biais de Rescol, qui a relié toutes nos écoles et nos bibliothèques à l'Internet. Nous avons encouragé la recherche en augmentant sensiblement les ressources des conseils subventionnaires et en élargissant les réseaux de centres d'excellence.

Ce que notre gouvernement a déjà accompli me remplit de fierté. Et ce que nous nous proposons d'accomplir me remplit d'enthousiasme. Nous voulons que le Canada soit perçu, dans le monde entier, comme le pays rêvé. Le pays aux possibilités immenses. Si nous fixons les bons objectifs; si nous ciblons bien nos investissements; si nous créons les bons partenariats et si nous travaillons ensemble comme pays, alors, les meilleurs cerveaux, non seulement nous les garderons au Canada, mais nous attirerons chez nous ceux du monde entier et nous en formerons un plus grand nombre au Canada.

Les industries du savoir qui créeront les emplois de l'avenir doivent avoir accès sur place à une diversité de talents. Il est beaucoup plus facile d'y arriver dans un grand pays comme les États-Unis que dans un pays relativement petit comme le Canada. Si nous voulons attirer les investissements dont le Canada a besoin, nous devons tenter d'obtenir une telle masse critique. Or, pour y parvenir, il faudra que les gouvernements, les universités, les établissements de recherche et le secteur privé collaborent. Aujourd'hui, le défi qui se pose au Canada est de créer un climat prometteur pour nos étudiants du cycle supérieur et pour nos diplômés; d'offrir des occasions intéressantes aux chercheurs canadiens et d'attirer les meilleurs chercheurs du monde de l'enseignement dans nos universités. Or, dans le contexte actuel, la concurrence mondiale à cet égard est plus vive que jamais. En particulier aux États-Unis, où les universités bénéficient à la fois de dotations permanentes et d'une générosité de la part des fondations privées qui ne peuvent se comparer au financement de nos universités.

Monsieur le président, au fil des ans, par l'entremise du Conseil de recherches médicales, du Conseil de recherches en sciences humaines et du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, le gouvernement du Canada a été de loin la plus importante source de fonds pour la recherche universitaire au pays. Ces dernières années, ces conseils ont contribué à la poursuite de l'excellence en fondant et en finançant des centaines de chaires de recherche dans nos universités. Maintenant, ils vont poursuivre avec audace dans la voie qu'ils ont tracée.

Le Canada dépend davantage des universités aux plans de la recherche et de l'innovation scientifique que les États-Unis et d'autres concurrents majeurs. Le gouvernement du Canada doit augmenter son soutien à la recherche par l'entremise des conseils

subventionnaires. Autrement, nous perdrons la course au leadership dans l'économie axée sur le savoir. Les chefs des conseils et de la Fondation canadienne pour l'innovation, en collaboration avec des présidents d'université, en particulier le recteur de l'Université de Montréal Robert Lacroix et la présidente de l'Université de la Colombie-Britannique Martha Piper, ont soumis au gouvernement une proposition exaltante et ambitieuse qui favorisera le développement des partenariats existants entre nos universités, les conseils subventionnaires et la Fondation canadienne pour l'innovation. Qui imposera dans le monde entier l'image du Canada comme lieu privilégié de la création du savoir à l'aube du 21^e siècle.

Qui permettra aux universités canadiennes d'offrir des possibilités de recherche exceptionnelles aux meilleurs cerveaux du Canada. Qui fera du Canada un pôle d'attraction pour les étudiants et les diplômés canadiens. Pour les « étoiles mondiales de la recherche » à l'heure actuelle, ainsi que les « étoiles montantes »; pour certains des meilleurs cerveaux du monde entier. Qui créera un climat propice à l'éclosion des futurs prix Nobel du Canada.

Un plan qui nous verra importer des cerveaux, et non les exporter. Ils ont proposé, Monsieur le président, un plan visant à établir au cours des trois prochaines années 1200 nouvelles chaires d'excellence en recherche du 21^e siècle dans les universités de toutes les régions du Canada. À assurer à chacune de ces nouvelles chaires un financement suffisant du coût total de la recherche pour les rendre compétitives sur la scène internationale. Et à porter le plus rapidement possible le nombre des nouvelles chaires d'excellence en recherche à 2000 dans tout le pays. C'est un plan dont je me réjouis. Un plan fondé sur l'excellence et la compétitivité internationale auquel notre gouvernement souscrit avec enthousiasme.

Nous fournirons les fonds nécessaires aux conseils subventionnaires et à la Fondation canadienne pour l'innovation. Cet investissement dans nos conseils subventionnaires en faveur de la recherche et de la poursuite de l'excellence fera véritablement du Canada un leader dans l'économie axée sur le savoir et le fera reconnaître comme un pays qui mise vraiment sur l'excellence et qui possède la volonté de réussir. Le pays du 21^e siècle.

Et ce n'est pas tout Monsieur le président. Nous déposerons d'ici quelques semaines un projet de loi créant les Instituts canadiens de recherche en santé grâce auxquels le Canada restera à la fine pointe de la recherche dans le domaine de la santé. Nous disposerons d'un réseau national de recherche en santé plus intégré que tout autre ailleurs dans le monde. La poursuite de l'excellence dans la recherche en santé sera assurée. Le Canada pourra conserver ses plus brillants chercheurs et attirer les meilleurs de l'étranger. Monsieur le président, la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, qui favorise l'accès aux études supérieures, la Fondation canadienne pour l'innovation, qui dote nos universités et nos hôpitaux universitaires de l'infrastructure la plus perfectionnée qui soit, les chaires d'excellence en recherche du 21^e siècle, qui attirent les étoiles du domaine de la recherche et les étoiles montantes, et les Instituts canadiens de recherche en santé, qui appuient massivement la recherche médicale, sont autant d'éléments de la vaste stratégie de notre gouvernement en vue de placer le Canada à l'avant-garde de l'économie axée sur le savoir du 21^e siècle. Brancher les Canadiens – entre eux, avec les écoles et les bibliothèques, avec la culture, avec l'administration publique, avec le commerce et avec le monde – c'est l'un des principaux moyens de hisser le Canada au rang de grande économie mondiale. Et de continuer à en faire un pays aux possibilités sans limites. Nous devons viser à devenir le pays le plus branché au monde et à utiliser ces connexions d'une manière dynamique et originale.

Notre réussite se traduira par la croissance de la productivité et de l'emploi dans tous les secteurs de l'économie. Elle se traduira aussi par des services publics innovateurs pour les Canadiens et par l'accès à des produits et services innovateurs sur le marché mondial. Notre objectif est de faire du Canada un chef de file mondial dans l'utilisation ingénieuse de l'électronique dans le domaine des affaires. De stimuler l'expansion du commerce électronique dans tous les secteurs de l'économie. Nous présenterons au cours de cette session un projet de loi visant à établir d'ici la fin de l'an 2000 des politiques relatives au commerce électronique qui soient les plus favorables au monde.

J'aimerais lancer un défi au secteur privé, et en particulier aux PME, celui de profiter rapidement de ces politiques, d'agir vite, sans attendre de voir ce que les entreprises ailleurs feront. En fait, aujourd'hui, c'est à tous les secteurs de notre société – privés et publics, gouvernements et entreprises – que je lance le défi de travailler ensemble afin de conquérir une part de 5 % du commerce électronique mondial pour le Canada d'ici l'an 2003, et de faire des affaires d'une valeur de plus de 200 000 000 000 \$ par ce moyen. Les gouvernements peuvent être, doivent être, le fer de lance de la révolution de l'information. Un utilisateur modèle des nouvelles technologies pour améliorer les services aux Canadiens. D'ici 2004, notre objectif consiste à être le gouvernement le plus connecté avec les citoyens par le biais de l'électronique, de sorte que les Canadiens pourront avoir accès à tous les renseignements et services gouvernementaux, en ligne, au moment et à l'endroit de leur choix.

Nous devons également travailler ensemble en vue d'offrir des choix canadiens aux Canadiens. En vue de mettre la diversité de l'expérience canadienne à la portée des Canadiens et de promouvoir les talents de chez nous. Nous avons désormais la possibilité d'assurer à nos artistes et créateurs de nouvelles voies d'expression, et d'assurer aux Canadiens l'accès à toute la richesse des œuvres canadiennes.

Dans un monde où les moteurs du progrès en matière de développement humain, de qualité de vie et de prospérité économique sont le savoir et la créativité, qui peut montrer la voie, si ce n'est nos artistes, nos auteurs et nos interprètes? Pour sa part, le gouvernement fédéral facilitera le passage de nos institutions culturelles à l'ère numérique et fera la promotion du contenu canadien dans les médias traditionnels et nouveaux. Monsieur le président, dans l'avenir, notre réussite dépendra plus que jamais d'une population désireuse d'apprendre, prête à s'adapter, à l'aise avec les nouvelles technologies et l'économie numérique, et capable de maîtriser de nouveaux médias. Si nous voulons conserver notre avance dans le monde, nous devons veiller à ce que les jeunes Canadiens aient l'occasion d'acquérir une expérience directe dans ces domaines.

Monsieur le président, d'ici le 31 mars 2001, 6000 nouveaux sites d'accès communautaires seront créés dans les zones urbaines et rurales du Canada. Grâce à ces sites, l'accès à l'Internet deviendra abordable pour tous les Canadiens, où qu'ils habitent. Et pour les aider à maîtriser l'usage des nouvelles technologies de l'information, nous recruterons jusqu'à 10 000 jeunes Canadiens qui formeront les citoyens de tous les âges. Des jeunes qui aideront aussi les petites entreprises à créer un site Web et à promouvoir le commerce électronique. Chaque site communautaire sera en mesure d'assurer à tous les Canadiens l'accès en ligne aux services gouvernementaux et à un contenu canadien, dans les deux langues officielles.

Afin de préserver notre qualité de vie et le dynamisme de notre société, il nous faut pouvoir compter sur une nouvelle génération de Canadiens qui possèdent les aptitudes civiques et le leadership nécessaire, qui se comprennent eux-mêmes et comprennent leur pays, et qui ont l'esprit ouvert sur le monde. De nombreux jeunes Canadiens sont déjà sur la bonne voie. Ils font du bénévolat dans leur communauté pour améliorer la vie de tout le monde. Des groupes de citoyens travaillent ensemble pour transformer notre générosité, nos idées et notre volonté de rendre le monde meilleur en améliorations tangibles de notre qualité de vie.

Notre gouvernement s'est engagé à conclure un accord avec le secteur bénévole qui posera les bases d'un nouveau partenariat plus efficace au service des Canadiens. Nous travaillerons ensemble à mettre sur pied une initiative nationale sur le bénévolat en vue de l'Année internationale des volontaires en 2001. En collaboration avec le secteur bénévole, le gouvernement créera un guichet unique appelé Échanges Canada afin de donner à 100 000 jeunes Canadiens par année la possibilité de découvrir une autre région du Canada, d'être en contact avec une autre langue et une autre culture. De concevoir des projets dans les domaines des arts, du sport amateur, des sciences et du développement communautaire.

La qualité de nos infrastructures de base, comme celle de notre infrastructure du savoir, est aussi un élément clé de la compétitivité économique au 21^e siècle. L'environnement, la santé publique, le tourisme, les transports, les télécommunications et les équipements culturels doivent être bien planifiés en fonction des besoins d'une économie moderne, en milieu urbain et en milieu rural. Il faudra que les gouvernements fédéral et provinciaux, les municipalités et le secteur privé travaillent en partenariat. Chacun des partenaires devra investir de nouvelles ressources, sur plusieurs années.

Par conséquent, nous tenterons de conclure une entente avec nos partenaires provinciaux et municipaux avant la fin de l'an 2000 afin de pouvoir amorcer en 2001 un programme quinquennal de modernisation des infrastructures nationales du Canada. Dans la nouvelle économie mondiale, non seulement les gens sont plus connectés que jamais, non seulement les entreprises affrontent la concurrence du monde entier comme jamais, mais en plus, la qualité de notre environnement – l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons – ne dépend pas seulement de nous, mais de facteurs à l'extérieur de nos frontières. La qualité du milieu est un défi à la fois local et planétaire; elle exige en même temps des mesures au niveau national et une concertation internationale.

La salubrité de l'environnement et la qualité de vie vont de pair. C'est une question à laquelle notre gouvernement attache une très haute priorité. L'environnement est important pour tous les Canadiens, mais plus particulièrement pour les jeunes. Notre génération sera jugée d'après l'héritage environnemental que nous léguerons à nos enfants et petits-enfants. Nous déposerons, au cours de cette session parlementaire, un projet de loi visant à assurer la protection des espèces menacées et de leur habitat vital. Nous continuerons de développer le réseau canadien des parcs nationaux. Et nous assainirons les sites contaminés, afin de protéger la santé des Canadiens.

Par l'adaptation énergique des technologies existantes, la mise au point stratégique de nouvelles technologies et l'exportation efficace de nos produits techniques, nous contribuerons à la santé de la planète tout en favorisant l'emploi et la croissance chez nous au Canada. En collaboration avec les provinces et les municipalités, nous affecterons une

part importante de tout nouveau programme d'infrastructures aux infrastructures « vertes », afin d'améliorer la qualité de l'eau et de l'air.

La place enviable que nous occupons dans le monde doit comporter non seulement une dimension humaine et une dimension économique, mais aussi une dimension environnementale. Nous adopterons des pratiques viables et nous encouragerons nos partenaires commerciaux à en faire autant. Tout en dirigeant l'effort national – public et privé, fédéral et provincial – de réduction des émissions de gaz à effet de serre conformément à l'engagement pris par le Canada, nous travaillerons en faveur d'une action internationale concertée pour répondre au changement climatique.

Monsieur le président, le Canada aborde le prochain siècle avec de puissants atouts. À l'ère de la mondialisation, nous formons une société multiculturelle composée de gens originaires de presque tous les pays du monde. Notre pays s'ouvre sur l'Atlantique, sur le Pacifique et sur l'Arctique. Nous appartenons au Commonwealth et à la Francophonie. Nous exprimons sur la scène internationale les valeurs que nous avons cultivées sur notre sol.

Nous employons deux langues internationales. Comme le disait le Président Chirac au Nunavut, le Canada est « un pays immense, terre de Premières Nations, terre des Inuit, terre à la fois anglophone et francophone, qui perfectionne, dans la paix et la tolérance, l'art de vivre ensemble ». À ce titre, nous sommes bien placés pour promouvoir la sécurité humaine et la diversité culturelle. Nous avons mérité le respect de la communauté des nations. Au cours des six dernières années, nous avons grandement contribué à l'atteinte d'objectifs internationaux communs : la convention sur les mines terrestres, la cour criminelle internationale, l'engagement actif au Kosovo, et un rôle de leadership en Haïti.

En cette période de l'après-guerre froide, il devient possible d'axer la politique étrangère non seulement sur les relations entre États mais aussi sur les besoins des personnes – des besoins qui transcendent les frontières –, sur l'aspect humain de la mondialisation, sur la sécurité humaine, la diversité culturelle et les droits de la personne. Plus les gens vivront en sécurité dans leurs propres pays, plus les Canadiens pourront vivre en sécurité chez eux. Et notre qualité de vie sera meilleure. Le ministre des Affaires étrangères poursuivra son initiative en faveur de la sécurité humaine et des droits de la personne. Nous allons consacrer des ressources à combattre le trafic international des stupéfiants et participer à l'établissement de stratégies multilatérales à cet égard. Nous allons prendre des mesures pour empêcher les organisations criminelles d'exploiter les immigrants sans ressources.

Monsieur le président, nous savons bien qu'il faudra surmonter des difficultés. Il y a des problèmes complexes dans le monde que nous ne pouvons pas espérer résoudre. Il faut être réaliste. Nous ne pouvons pas agir seul et nous ne pouvons pas être partout. Nous allons collaborer étroitement avec les pays qui partagent nos idées. Notre objectif est d'agir là où notre action peut être efficace. De tirer parti de notre ingéniosité, de la réputation que nous ont mérité nos réalisations internationales, et du respect qu'inspire le Canada dans le monde pour faire progresser le dossier de la sécurité humaine. Et de reconnaître que dans un monde imparfait, il y aura toujours des choses à améliorer.

Notre pays est comblé. Nous vivons dans une société d'abondance. Nous avons redressé

nos finances publiques. Nous avons maintenant les moyens de faire des choix qui reflètent nos valeurs. Nous avons l'obligation de venir en aide aux plus démunis. Nous avons une obligation envers notre prochain. Fidèles en cela aussi à la manière canadienne, nous augmenterons l'aide au développement international. De plus, nous comptons consacrer la majeure partie de l'augmentation de notre aide à des mesures innovatrices conçues pour aider des pays moins favorisés à améliorer les conditions de vie de leurs citoyens.

Une politique étrangère active à travers laquelle nous projetons nos valeurs, doublée d'une économie axée sur le commerce et la promotion vigoureuse des échanges et des investissements, contribuera à bien positionner le Canada pour réussir dans l'économie mondialisée du 21^e siècle. Monsieur le président, cet après-midi j'ai parlé du pays qui fait notre immense fierté, le pays que nous avons si bien façonné au vingtième siècle. J'ai présenté à cette chambre certains des défis et possibilités qui se profilent à l'horizon du nouveau siècle et du nouveau millénaire.

Aujourd'hui, j'ai exposé les grandes lignes d'une vaste stratégie qui consiste à faire du Canada un chef de file dans l'économie axée sur le savoir, à promouvoir nos intérêts et à projeter nos valeurs dans le monde. Une vision pour le Canada du 21^e siècle et un plan pour la concrétiser. Une vision du modèle canadien, un projet de société moderne, le projet d'un pays tourné vers l'avenir. Pas de vieilles recettes à des problèmes d'aujourd'hui, mais des idées nouvelles pour tirer parti de nouvelles possibilités. Une stratégie destinée à assurer les mêmes possibilités à tous les Canadiens. Une stratégie conçue pour permettre aux Canadiens de façonner leur avenir d'une manière bien canadienne. Une stratégie centrée sur l'humain, la croissance, l'excellence, le succès, la qualité de vie, le partage, la dignité et le respect mutuel, la créativité et l'innovation.

La stratégie réaliste d'un pays réaliste. La stratégie généreuse d'un pays généreux. La stratégie moderne d'un pays moderne. La stratégie ambitieuse d'un pays ambitieux. La stratégie audacieuse d'un pays audacieux. La stratégie d'avenir d'un pays d'avenir. Un pays ouvert sur le monde et prêt à donner l'exemple. Les Canadiens n'ont pas l'habitude de se vanter. Nous n'avons pas tendance à afficher notre patriotisme, ni à manifester bruyamment nos émotions. Au cours d'un siècle – voire d'un millénaire – où tant de sang a été versé pour des différences de religion, de race et de nationalité, ce n'est peut-être pas une mauvaise chose. Au lieu, avec une assurance tranquille, nous avons adopté une manière canadienne de vivre ensemble, de régler les différends, de raisonner ensemble, de créer le pays où on vit simplement mieux que partout ailleurs.

J'ai commencé par évoquer la célèbre phrase de sir Wilfrid Laurier au sujet du vingtième qui appartiendrait au Canada. Je ne sais pas si le 21^e siècle, lui, appartiendra au Canada, mais je sais quelque chose d'encore plus important : le Canada appartient au 21^e siècle. Et qu'au 21^e siècle, le Canada repoussera les limites de sa réussite et continuera d'être un modèle d'excellence.

Notre manière de vivre ensemble, notre manière de trouver des solutions aux problèmes, notre manière de nous respecter et de nous entraider, notre manière d'être bien canadienne, est celle dont notre monde de plus en plus petit aura besoin au cours du prochain siècle.

Monsieur le président, le monde entier a vu l'avenir, et c'est le Canada.

